9 VIII 1957
± 1 - coordination (1)

ML. L. 5819/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 25 juin 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant modification au règlement sur le transport des émigrants", a donné le 8 juillet 1957 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e juni 1957 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het reglement op het vervoer van landverhuizers", heeft de 8e juli 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal tend à transférer du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, au Ministère des Communications, le commissariat du Gouvernement à l'émigration, et à modifier l'arrêté royal du 25 février 1924 portant le règlement sur le transport des émigrants.

\+

\+ +

Les modifications que le projet apporte aux attributions du Ministre des Affaires étrangères et du Ministre des Communications, en ce qui concerne le transport des émigrants, nécessitent la consultation du Comité supérieur des transports qui, en vertu du littera e, de l'article 2 de l'arrêté royal du 24 décembre 1953, "est consulté par le Gouvernement sur toute modification à apporter aux attributions des départements ministériels intéressés aux problèmes des transports".

Mention de la consultation devrait être faite au préambule.

\+

\+ +

Le projet devrait, en outre, être soumis à l'avis du Comité général de consultation syndicale. Cette formalité est requise par le 2° du premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, qui soumet à l'avis obligatoire des institutions assurant la représentation du personnel "les

propositions relatives à l'organisation des services et du travail", expression qui, aux termes du rapport au Roi précédant le statut syndical, désigne notamment les projets de transformation des emplois. Or, en confiant au commissaire maritime en chef de l'Escaut les fonctions de commissaire du Gouvernement pour l'émigration, le projet réalise une transformation de ces deux emplois. Ceux-ci relevant actuellement de deux ministères distincts, l'institution compétente pour émettre un avis est, en vertu du paragraphe 1er de l'article 7 du statut syndical, le Comité général de consultation syndicale.

Mention de cette consultation devrait également être faite au préambule.

\+

\+ +

Dans le but d'indiquer les deux objets que le projet poursuit, le Conseil d'Etat propose de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal transférant au Ministère des Communications le commissariat du Gouvernement à l'émigration et modifiant l'arrêté royal du 25 février 1924 portant le règlement sur le transport des émigrants".

\+

\+ +

.../...

La loi du 14 décembre 1876 n'a pas été modifiée expressément par la loi du 7 janvier 1890. Elle a, par contre, été modifiée par la loi du 6 avril 1957. Il conviendrait, dès lors, de substituer au premier alinéa du préambule, deux alinéas rédigés comme suit :

"Vu la loi du 14 décembre 1876 réglant le transport des émigrants, modifiée par les lois des 25 août 1920 et 6 avril 1957;

Vu la loi du 7 janvier 1890 relative à la nomination d'agents ayant qualité pour verbaliser en ce qui concerne la police du transport des émigrants;".

\+

\+ \+

Pour reproduire l'intitulé exact de l'arrêté du Régent du 12 février 1947, le troisième alinéa du préambule devrait être rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté du Régent du 12 février 1947 portant fixation du cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;".

\+

\+ \+

Le cadre que l'article 1er du projet transfère au Ministère des Communications comprend notamment un emploi de commissaire à l'émigration, pour lequel l'arrêté du 12 février 1947 a prévu un barème de rémunérations. Aux termes de l'article 2 du projet, les fonctions correspondant à cet emploi seront exercées par le commissaire maritime en chef de l'Escaut.

.../...

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat par le représentant du Ministre des Communications que le Gouvernement n'a pas l'intention de permettre à ce fonctionnaire de percevoir simultanément les deux traitements correspondant aux deux fonctions qu'il exercera, et qu'il ne désire lui octroyer que la rémunération prévue pour l'emploi de commissaire maritime en chef de l'Escaut. Il conviendrait, dès lors, de supprimer la disposition prévoyant au cadre du personnel du commissariat, le traitement du commissaire du Gouvernement. Cette modification pourrait résulter d'un article nouveau à insérer après l'article 1er du projet, et qui serait rédigé comme suit :

"Article 2.-

La mention relative à la rémunération du commissaire du Gouvernement pour l'émigration figurant au cadre du personnel du commissariat du Gouvernement est supprimée".

\+

\+ \+

L'article 2 du projet gagnerait à être rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'article 4 de l'arrêté royal du 25 février 1924 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. Les fonctions de commissaire du Gouvernement pour l'émigration sont remplies par le commissaire maritime en chef de l'Escaut.

.../...

Dans l'exercice des fonctions de commissaire du Gouvernement pour l'émigration, cet agent exécute les directives que le Ministre des Affaires étrangères lui donne.

Le commissaire du Gouvernement pour l'émigration peut assister, à titre consultatif, aux réunions de la commission d'inspection du service de l'émigration".

\+

\+ \+

A l'article 3 du projet, il convient de prévoir quelle est l'autorité compétente pour nommer les commissaires adjoints. Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat par le délégué du Ministre des Communications, c'est ce Ministre qui aura le pouvoir de nommer ces agents. Le texte que le Conseil d'Etat propose ci-après pour les articles 3, 4 et 5 du projet tient compte de cette observation et contient quelques modifications de pure forme qui ne nécessitent pas de commentaires :

"Article 4.- (article 3 du projet)

L'article 7, alinéas 1er, 2 et 3, de l'arrêté royal du 25 février 1924 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le commissaire du Gouvernement pour l'émigration a sous sa direction un ou plusieurs commissaires adjoints, selon les exigences du service.

Ces commissaires adjoints sont nommés par le Ministre des Communications. Ils ont les mêmes attributions que le commissaire du Gouvernement.

.../...

Le Ministre des Affaires étrangères a la faculté de faire accompagner, quand il le juge utile, tout transport d'émigrants par un délégué spécial qui jouit du passage gratuit en première classe. Les frais résultant de cette mesure sont à charge du budget du Ministère des Affaires étrangères".

Article 5.- (article 4 du projet)

Dans les alinéas 5 et 10 du même article, modifié par l'arrêté royal du 15 décembre 1927, les mots "le Gouvernement" sont remplacés par les mots "Le Ministre des Affaires étrangères".

Article 6.- (article 5 du projet)

L'article 8, alinéas 1er et 2, de l'arrêté royal du 25 février 1924 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Le service médical de l'émigration est assuré par deux médecins-inspecteurs désignés par le Ministre des Communications.

Si les besoins du service l'exigent, le Ministre des Communications désigne un ou plusieurs médecins adjoints qui exercent leurs fonctions sous la direction des médecins-inspecteurs.

Les médecins reçoivent une allocation fixe, dont le montant est déterminé d'un commun accord par le Ministre des Communications et le Ministre qui a l'Administration générale dans ses attributions".

+

\+ +

.../...

Dans son article 6, le projet tend à donner à certaines de ses dispositions un effet rétroactif remontant au 1er janvier 1950. Dans la mesure où l'article aurait pour effet soit de porter atteinte à des droits acquis, soit de prétendre régulariser des actes irréguliers, soit de rendre irréguliers des actes qui étaient réguliers lorsqu'ils ont été faits, il excéderait les pouvoirs du Roi.

Toutefois, l'article 6 pourrait avoir pour effet de régulariser des paiements de rétributions faits en violation de certaines règles auxquelles l'administration est soumise, mais correspondant à des services réellement prestés par les intéressés. Limitée à cet objet, la rétroactivité pourrait être admise puisque le Roi pourrait actuellement attribuer une indemnité rémunérant les services prestés par les intéressés, si ces services n'avaient pas déjà été rémunérés jusqu'à présent.

\+

\+ \+

Le projet transférant au Ministère des Communications l'emploi de commissaire adjoint à l'émigration, il y aurait lieu de modifier le tableau relatif à ce ministère, annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories, de façon à classer ce grade dans une des quatre catégories des agents de l'Etat et à le rattacher à un des grades généraux. La nomination au grade de commissaire adjoint à l'émigration étant attribuée au Ministre des Communications, ce grade ne pourrait, sans déroger au statut des agents de l'Etat, être classé dans la première catégorie.

.../...

Il conviendrait, en outre, de modifier l'arrêté royal du 27 janvier 1954 fixant les échelles des grades particuliers au Ministère des Communications, de façon à fixer l'échelle des traitements du commissaire adjoint à l'émigration.

Het ontwerp van koninklijk besluit strekt er toe, het Regeringscommissariaat voor de landverhuizing van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel over te brengen naar het Ministerie van Verkeerswezen en het koninklijk besluit van 25 februari 1924 houdende reglement op het vervoer van landverhuizers te wijzigen.

\+

\+ +

Over de wijzigingen die het ontwerp inzake vervoer van landverhuizers aanbrengt in de bevoegdheden van de Minister van Buitenlandse Zaken en van de Minister van Verkeerswezen, behoort het advies te worden gevraagd van het Hoog Vervoercomité dat, krachtens letter e van artikel 2 van het koninklijk besluit van 24 december 1953, door de Regering wordt geraadpleegd "over elke wijziging welke dient gebracht in de bevoegdheid van de ministeriële departementen die bij de vervoerproblemen betrokken zijn".

De aanhef dient naar dit advies te verwijzen.

\+

\+ +

.../...

Ook aan de algemene syndicale raad van advies moet het ontwerp worden voorgelegd. Deze formaliteit is voorgeschreven door artikel 6, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 houdende syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, dat het advies van de instellingen, die de vertegenwoordiging van het personeel verzekeren, eist over "alle voorstellen die betrekking hebben op de organisatie van de diensten en van het werk", welke uitdrukking, luidens het verslag aan de Koning bij het syndicaal statuut, onder meer doelt op de ontwerpverandering van betrekkingen.

Door de hoofdwaterschout der Schelde met het ambt van commissaris-generaal voor de landverhuizing te belasten, wijzigt het ontwerp beide betrekkingen. Aangezien deze thans van twee verschillende ministeries afhangen, is de instelling die krachtens paragraaf 1 van artikel 7 van het syndicaal statuut bevoegd is om advies te geven, de algemene syndicale raad van advies.

Ook naar dit advies dient de aanhef te verwijzen.

\+

\+ \+

Om het tweeledige oogmerk van het ontwerp aan te geven, stelt de Raad van State voor, het opschrift als volgt te lezen :

.../...

"Koninklijk besluit waarbij het Regeringscommissariaat voor de landverhuizing naar het Ministerie van Verkeerswezen wordt overgebracht en waarbij het koninklijk besluit van 25 februari 1924 houdende reglement op het vervoer van landverhuizers wordt gewijzigd".

\+

\+ \+

De wet van 14 december 1876 is niet uitdrukkelijk gewijzigd door die van 7 januari 1890. Wel is zij gewijzigd door de wet van 6 april 1957. Het eerste lid van de aanhef vervange men daarom door twee alinea's als volgt :

"Gelet op de wet van 14 december 1876 tot regeling van het vervoer der landverhuizers, gewijzigd bij de wetten van 25 augustus 1920 en 6 april 1957 ;

Gelet op de wet van 7 januari 1890 betreffende benoeming van agenten gemachtigd om processenverbaal op te maken aangaande de politie van het vervoer der landverhuizers;".

\+

\+ \+

In de hiernavolgende lezing van het derde lid van de aanhef is het besluit van de Regent van 12 februari 1947 met zijn juiste opschrift aangehaald :

.../...

"Gelet op het besluit van de Regent van 12 februari 1947 houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel;".

+

\+ +

Het kader dat door artikel 1 van het ontwerp naar het Ministerie van Verkeerswezen wordt overgebracht, bevat onder meer een betrekking van commissaris voor de landverhuizing, waarvoor het besluit van 12 februari 1947 een bezoldigingsschaal heeft vastgesteld. Luidens artikel 2 van het ontwerp zal het ambt van deze betrekking uitgeoefend worden door de hoofdwaterschout der Schelde.

Uit de inlichtingen die de gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen aan de Raad van State heeft verstrekt, blijkt dat de bedoeling van de Regering niet is, dat die ambtenaar beide bezoldigingen voor beide door hem uitgeoefende ambten tegelijk kan ontvangen ; hem zou alleen de bezoldiging voor de betrekking van hoofdwaterschout der Schelde worden uitgekeerd. In het kader van het personeel van het commissariaat zou de wedde van Regeringscommissaris dus moeten worden geschrapt. Deze wijziging kan worden tot stand gebracht door een nieuw artikel in te voegen na artikel 1 van het ontwerp, als volgt :

.../...

"Artikel 2.-

De vermelding betreffende de bezoldiging van de Regeringscommissaris voor de landverhuizing, voorkomend in het kader van het personeel van het Regeringscommissariaat, wordt geschrapt".

+
+ +

Artikel 2 van het ontwerp zou beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 3.-

Artikel 4 van het koninklijk besluit van 25 februari 1924 wordt door de volgende bepaling vervangen :

Artikel 4.- Het ambt van Regeringscommissaris voor de landverhuizing wordt uitgeoefend door de hoofdwaterschout der Schelde.

Bij de uitoefening van het ambt van Regeringscommissaris voor de landverhuizing volgt deze ambtenaar de richtlijnen welke de Minister van Buitenlandse Zaken hem geeft.

De Regeringscommissaris voor de landverhuizing kan de vergaderingen van de Commissie voor toezicht over de landverhuizers als adviseur bijwonen".

+
+ +

.../...

In artikel 3 van het ontwerp moet worden gezegd welke overheid tot het benoemen van de adjunct-commissarissen bevoegd is. Volgens de inlichtingen die de gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen aan de Raad van State heeft verstrekt, is het deze Minister. De hierna door de Raad van State voor de artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp voorgestelde tekst houdt rekening met deze opmerking en bevat enkele niet nader te commentariëren vormwijzigingen :

"Artikel 4.- (artikel 3 van het ontwerp)

Artikel 7, eerste, tweede en derde lid, van het koninklijk besluit van 25 februari 1924 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De Regeringscommissaris voor de landverhuizing heeft, naar gelang van de behoeften van de dienst, één of meer adjunct-commissarissen onder zijn leiding.

Deze adjunct-commissarissen worden door de Minister van Verkeerswezen benoemd. Zij hebben dezelfde ambtsbevoegdheid als de Regeringscommissaris.

Telkens als de Minister van Buitenlandse Zaken het nuttig acht, kan hij ieder transport landverhuizers doen vergezellen door een bijzonder afgevaardigde die vrije overtocht in eerste klasse geniet. De aan deze maatregelen verbonden kosten komen ten laste van de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

.../...

Artikel 5.- (artikel 4 van het ontwerp)

In het vijfde en het tiende lid van hetzelfde bij koninklijk besluit van 15 december 1927 gewijzigde artikel worden de woorden "De Regering" vervangen door de woorden "De Minister van Buitenlandse Zaken".

Artikel 6.- (artikel 5 van het ontwerp)

Artikel 8, eerste en tweede lid, van het koninklijk besluit van 25 februari 1924 wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"De geneeskundige dienst der landverhuizing wordt verzekerd door twee geneesheren-inspecteurs, die de Minister van Verkeerswezen aanwijst.

Wanneer de behoeften van de dienst het vereisen, wijst de Minister van Verkeerswezen één of meer adjunct-geneesheren aan die hun ambt onder de leiding van de geneesheren-inspecteurs uitoefenen.

De geneesheren ontvangen een vaste toelage, waarvan het bedrag in gemeen overleg wordt vastgesteld door de Minister van Verkeerswezen en de Minister tot wiens bevoegdheid het Algemeen Bestuur behoort".

+

+ +

.../...

Artikel 6 van het ontwerp strekt er toe, sommige bepalingen te doen terugwerken tot 1 januari 1950. In zover het artikel er zou op neerkomen afbreuk te doen aan verkregen rechten, onregelmatige akten te willen regulariseren, of akten die regelmatig waren toen ze werden verricht onregelmatig te maken, zou het 's Konings bevoegdheid te buiten gaan.

Artikel 6 zou echter ook kunnen leiden tot regularisatie van retributies die met overtreding van sommige aan de administratie opgelegde regels zijn betaald, maar die beantwoorden aan werkelijk door de betrokkenen verrichte diensten. Aldus beperkt, zou de terugwerking kunnen worden aanvaard, want de Koning zou thans een vergoeding kunnen toestaan als beloning voor de door de betrokkenen verrichte diensten, in geval deze diensten tot dusver nog niet waren beloond.

\+

\+ \+

Aangezien het ontwerp de betrekking van adjunct-commissaris voor de landverhuizing naar het Ministerie van Verkeerswezen overbrengt, zou de op dit Ministerie betrekking hebbende tabel, die gevoegd is bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, zo moeten worden gewijzigd dat deze graad in een der vier categorieën van het Rijkspersoneel wordt ingedeeld en aan een der algemene graden wordt verbonden. Aangezien bevoegdheid om tot de graad van adjunct-commissaris voor de landverhuizing te benoemen, aan de Minister van Verkeerswezen wordt opgedragen, kan deze graad niet in de eerste categorie worden ingedeeld zonder afwijking van het statuut van het Rijkspersoneel.

.../...

Bovendien dient het koninklijk besluit van 27 januari 1954 tot vaststelling van de schalen verbonden aan de bijzondere graden bij het Ministerie van Verkeerswezen zo te worden gewijzigd, dat de weddeschaal van de adjunct-commissaris voor de landverhuizing wordt bepaald.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	G. HOLOYE,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	G. VAN BUNNEN,		
	L. FREDERICQ,	assesseurs de la section de législation,	
	J. LIMPENS,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame : Mevrouw:	J. DE KOSTER,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.